

L'Égypte souhaite partager ses expériences de développement énergétique avec le COMESA



Les participants provenant des États membres du COMESA en compagnie des formateurs en Égypte

L'Égypte est disposée à partager ses expériences en mise en œuvre de projets énergétiques avec d'autres États membres du COMESA afin de remédier au déficit énergétique de la région. Le pays est en train de travailler avec le Secrétariat du COMESA pour concrétiser cette initiative.

Au début du mois, l'Égypte et le Secrétariat du COMESA ont organisé au Caire, du 4 au 8 août 2019, une formation d'une semaine à laquelle ont participé des délégués venus de 12 pays membres du COMESA: Djibouti, Eswatini, Éthiopie, Kenya, Madagascar, Malawi, Maurice, Ouganda, RD Congo, Soudan, Zambie et Zimbabwe.

La formation était axée sur la politique, le financement et la mise en œuvre de projets énergétiques. Parmi les sujets abordés figuraient notamment les stratégies d'énergies renouvelables; l'environnement de l'investissement dans les énergies renouvelables; les méthodes de financement ; les conventions de prêt ; la passation des marchés ; ainsi que les producteurs indépendants d'énergies renouvelables.

M. Mohamed Shaker, Ministre égyptien de l'Électricité et des Énergies renouvelables, a déclaré à l'équipe du Secrétariat du COMESA, dirigée par le Directeur des Infrastructures, M. Jean-Baptiste Mutabazi, que l'Égypte disposait désormais d'une capacité de production excédentaire à la suite d'investissements

massifs réalisés depuis 2014.

«L'Égypte avait connu de fréquentes coupures d'électricité du fait de la pénurie de gaz naturel en 2014. Nous avons par conséquent été obligés de mettre sur le réseau 3 600 MW en un temps record de 8 mois et demi. En juin 2015, le pays ne subissait plus aucune coupure d'électricité imputable au manque de capacité de production », a déclaré le Ministre.

Il a ajouté que son gouvernement avait également signé une convention avec la société Siemens pour la fourniture de centrales à cycle combiné de 4 800 MW et qui ont été également livrées en un temps record de deux ans et demi au lieu du délai normal de cinq à six ans.

«Grâce à ces investissements, l'Égypte dispose désormais d'une capacité de production excédentaire», a-t-il indiqué, ajoutant qu'avec une capacité de production d'électricité de plus de 55 000 MW, l'Égypte possède la plus grande capacité de production d'électricité installée dans la région COMESA.

En ce qui concerne les énergies renouvelables, le Ministre a informé l'équipe que son pays avait une capacité installée de 6,6 GW à la mi-2019 et prévoyait d'atteindre 20% de la capacité de production d'ici 2022. L'Égypte a également signé une convention avec la Russie pour la construction d'une centrale nucléaire de 4 800 MW ; le premier réacteur

devrait être opérationnel à l'horizon 2026.

«L'Égypte travaille actuellement à porter le réseau de transport à 500 kV et à installer plusieurs interconnecteurs afin de devenir une plaque tournante du commerce d'électricité et un vecteur vers l'Europe», a-t-il affirmé. «Le pays est prêt à organiser une formation sur des sujets spécifiques dans le but d'approfondir la coopération africaine. »

M. Mutabazi a remercié le gouvernement égyptien pour son soutien à la formation et fait remarquer que la région du COMESA connaît un déficit énergétique énorme et que les États membres se doivent par conséquent de remédier à ce problème.

«La production et la distribution d'électricité, a-t-il relevé, pourraient être étendues au secteur privé tandis que le transport serait laissé aux États. Le chaînon manquant est l'installation d'interconnecteurs. »

La formation a également inclus le partage des expériences des États membres présents ainsi que des visites sur terrain à la centrale solaire thermique de Kuraymat et au centre de formation de Mokatam.

Les participants ont recommandé que pour que les sessions de formation soient efficaces, il était nécessaire de disposer d'une masse critique d'experts en énergie dans le COMESA pour contribuer à diffuser plus largement les connaissances dans la région.

Retraite de la Direction du COMESA pour la planification conjointe



L'équipe de direction et le personnel à la retraite

La Direction du Secrétariat du COMESA a organisé une retraite de deux jours, les 20 et 21 août, pour examiner les performances de l'organisation au cours de l'année écoulée et identifier les domaines dans lesquels des améliorations sont nécessaires afin d'accroître l'efficacité et l'efficacités.

La retraite a permis de déterminer les priorités devant guider l'élaboration des programmes de travail et des budgets pour 2020. Elle a également permis à l'équipe de direction d'examiner les propositions de politiques à présenter aux Organes directeurs du COMESA. Elle a en outre contribué à promouvoir un processus de prise de décision interne reposant sur une transparence et une redevabilité plus accrues.

L'ancien Secrétaire général du COMESA, M. Erastus Mwencha, qui était en route pour Livingstone afin de participer à la réunion de la Banque de Commerce et de Développement, s'est arrêté à Lusaka pour s'adresser aux participants à la retraite.

À l'ouverture de la retraite, la Secrétaire générale, Mme Chileshe Kapwepwe, a souligné l'importance d'évaluer régulièrement les performances de l'organisation afin de maintenir le rythme avec un monde en constante évolution du point de vue technologique et de styles de gestion.

«Nous devons examiner nos performances au cours de l'année

écoulée, identifier les améliorations nécessaires pour accroître l'efficacité et l'efficacités globales et définir les priorités qui guideront l'élaboration des programmes de travail et des budgets pour 2020», a-t-elle déclaré.

La Secrétaire générale a souligné le rôle que joue le personnel pour que le Secrétariat du COMESA puisse s'acquitter efficacement de son mandat. En plus d'une planification et d'une budgétisation rigoureuses, le succès de l'organisation dépend de son capital humain, d'où la nécessité de placer le bien-être du personnel au premier plan des priorités.

Dans son intervention, M. Mwencha, ancien Vice-président de l'Union africaine, a présenté un aperçu des tendances

globales en matière d'intégration régionale, les nouveaux défis de la mondialisation et la nécessité pour la région et l'Afrique de maintenir le cap. Il a indiqué qu'il est impératif pour le COMESA de démontrer l'impact de ses programmes et les avantages que les États membres en tirent. Il doit faire connaître plus particulièrement les institutions communautaires très performantes et ses instruments efficaces de facilitation du commerce.

Le Secrétariat du COMESA est en train de préparer le programme de travail et le budget 2020 qui seront examinés par le Conseil des ministres à la fin de cette année.



L'ancien SG Erastus Mwencha (au centre) accompagné par Dev Haman, SG adjoint A & F (à d.) et le Directeur des Affaires juridiques Brian Chigawa (à g.)



Validation de la Stratégie des énergies renouvelables



Les délégués à l'atelier de validation de la Stratégie des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique pour la région AFOA-OI

Le projet final de Stratégie et Plan d'action pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique de la région Afrique orientale et australe et océan Indien (AFOA-OI) a été validé. La stratégie a été validée à Lusaka, Zambie, lors d'un atelier d'experts en énergie organisé par le COMESA à travers l'Association régionale des régulateurs de l'énergie de l'Afrique orientale et australe (ARÉFOA), les 21 et 22 août 2019.

La stratégie devrait aider la région à gérer la capacité de production d'énergie dans le contexte des défis liés au changement climatique qui affectent de plus en plus la production d'énergie et le coût de la vie qui en résulte. L'on estime que le déficit énergétique entraîne une perte de croissance du produit intérieur brut (PIB) d'environ 2% dans la plupart de nos pays.

Les participants à l'atelier de validation provenaient des ministères et des régulateurs de l'énergie des pays membres des Communautés économiques régionales (CER) ainsi que des services publics d'électricité. Le Directeur général de l'ARÉFOA, M. Mohamedain Seif Elnasr, a officiellement ouvert l'atelier.

M. Elnasr a déclaré que les statistiques pour la région montrent le volume de travail qu'il reste à abattre pour que l'énergie devienne un catalyseur clé et un facteur décisif pour faciliter l'activité économique et accroître la productivité des industries.

«Les défis que rencontrent nos réseaux énergétiques ainsi que les déficiences croissantes dont souffre l'approvisionnement en énergie sont une

caractéristique commune de nos pays. Ces défis contribuent à la réduction des revenus de nos industries du fait du renchérissement des coûts de production», a déclaré M. Seif Elnasr.

Selon la fiche d'information 2014 sur les perspectives énergétiques mondiales publiée par l'Agence internationale de l'énergie, en Afrique subsaharienne, à l'horizon 2040 950 millions de personnes devraient avoir accès à l'électricité. Les zones urbaines enregistrent l'amélioration la plus importante en termes de couverture et de fiabilité de la fourniture centralisée d'électricité.

Par ailleurs, des mini-réseaux et des systèmes hors réseau fournissent de l'électricité à 70% des personnes ayant accès à l'électricité dans les zones rurales. Des investissements cumulés de plus de 200 milliards USD réduisent de 15% le total des populations sans électricité. Il s'agit d'un pas en avant important mais insuffisant, car 530 millions de personnes dans la région, principalement dans les communautés rurales, resteront sans électricité en 2040. »

Le Fonctionnaire principal par intérim chargé de l'Énergie au Ministère zambien de l'Énergie, Mafayo Ziba, a remercié le COMESA pour cette initiative qui permettra à chaque État membre de tirer parti des stratégies régionales en ce qui concerne l'élaboration de projets d'énergies renouvelables.

M. Ziba, expert en énergies renouvelables, a exhorté toutes les CER à adopter une approche régionale pour l'élaboration de projets de production d'énergie car le changement climatique affecte certaines parties de la région en

particulier, mais également tous les pays.

«Il s'agit d'un développement important car le projet a pour résultat final un marché de l'énergie régional renforcé, doté d'un cadre réglementaire harmonisé, efficace et soucieux de la dimension genre, avec des régulateurs et des groupements énergétiques régionaux chargés de superviser et de stimuler plus efficacement le commerce régional d'électricité », a déclaré M. Ziba.

Le programme de renforcement du marché régional des énergies durables en Afrique orientale et australe et dans l'océan Indien (ESREM-AFOA/OI) est un projet financé par l'UE qui regroupe toutes les CER de la région Afrique orientale et australe et océan Indien ainsi que leurs associations de régulation de l'énergie et leurs groupements énergétiques.

L'objectif général du programme est de renforcer le marché régional des énergies durables dans la région AFOA-OI afin d'en faire un espace propice aux investissements et à la promotion du développement durable.

Le projet vise par ailleurs à créer un environnement réglementaire amélioré, harmonisé, efficace et sensible à la dimension genre dans la région AFOA-OI; avec des associations régionales de régulation de l'énergie et des groupements énergétiques chargés de superviser et de stimuler plus efficacement le commerce régional d'électricité. Cela devrait entraîner une augmentation moyenne de 10% des flux d'investissement dans les projets de production et de transport d'énergie dans la région.

Bientôt un nouveau Programme de renforcement des capacités du Secrétariat du COMESA



Le Chef de la Coopération à la Délégation de l'UE en Zambie, M. Gianluca Azzon, s'adressant au personnel du COMESA

Le COMESA et la Commission de l'Union européenne ont organisé un atelier de validation du Programme de renforcement des capacités institutionnelles du COMESA financé par la sous-enveloppe du 11e FED réservée au COMESA. L'objectif général du programme est de renforcer les capacités du Secrétariat du COMESA et de ses États membres en vue d'approfondir l'intégration régionale.

La réunion s'est tenue au Secrétariat du COMESA à Lusaka, le 23 août 2019. Elle a regroupé la direction et les cadres du COMESA afin d'examiner et de valider le plan d'action du programme de

renforcement des capacités financé par l'UE au titre du 11e FED à hauteur de 7 millions d'euros.

Les discussions ont été présidées par le Chef de la Coopération à la Délégation de l'UE en Zambie et Représentant spécial auprès du COMESA, M. Gianluca Azzon, et la Secrétaire générale, Mme Chileshe Kapwepwe.

Le projet s'attaquera aux défis et contraintes organisationnels auxquels le COMESA est confronté et qui ont contribué à réduire l'efficacité et l'efficience du Secrétariat dans l'exécution de son mandat. Il appuiera l'amélioration

des domaines clés identifiés à savoir: la gestion, les processus de suivi et évaluation, les systèmes de passation des marchés, la gestion financière et l'audit.

Le programme apportera également un soutien à la mise en œuvre de la stratégie statistique afin de soutenir l'élaboration de données statistiques sur les infrastructures et l'industrialisation ainsi que l'harmonisation des statistiques ventilées par sexe et le développement des capacités à mesurer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes.

Le programme apportera également un soutien pour que le COMESA puisse communiquer et rendre visibles ses réalisations. Dans le cadre de cette initiative, il devrait soutenir la création de plates-formes TIC destinées à améliorer la communication entre le Secrétariat et les parties prenantes, tant à l'interne qu'à l'externe.

Parallèlement, le COMESA doit également renforcer le partenariat à travers des engagements structurés avec les parties prenantes concernées notamment au niveau de la coordination des donateurs, de la mise en réseau avec d'autres organisations afin d'échanger les connaissances et compétences, les bonnes pratiques et ainsi progresser vers la réalisation d'objectifs et d'engagements communs.



La Secrétaire générale Kapwepwe (à g.) en compagnie de M. Gianluca Azzon, Chef de la Coopération à la Délégation de l'UE

L'Égypte rejoint la Plateforme de réseautage 50 Millions de femmes africaines ont la parole



Le Ministre égyptien du Commerce et de l'Industrie, M. Amr Nassar (3e à partir de la gauche), avec Mme Beatrice Hamusonde, Directrice du Genre et Affaires sociale (2e) et la Directrice exécutive de la FEMCOM, Mme Ruth Negash (à d.), et M. David Sabiti, Coordinateur du projet 50MFAP (à g.)

L'Égypte est devenue le plus récent pays à lancer officiellement la mise en œuvre du projet 50 Millions de femmes africaines ont la parole (50MFAP) le 21 août 2019. Elle a ainsi rejoint plus de 30 autres États du continent dans cette initiative qui vise à autonomiser les femmes entrepreneurs via une plateforme de réseau numérique.

Le lancement du projet 50MFAP en Égypte s'est fait au Caire. Le projet vise à soutenir les femmes entrepreneurs africaines par le biais d'une plateforme destinée à faciliter l'accès à des informations sur les services financiers et non financiers. Le dispositif contribuera en outre à aider les femmes entrepreneurs à développer leurs activités.

Il s'agit d'un projet financé par la Banque africaine de développement. Il est mis conjointement en œuvre par trois communautés économiques régionales à savoir : le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), la Communauté est-africaine (EAC) et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), dont l'ensemble regroupe 38 pays membres.

En procédant au lancement, le président du Conseil des femmes égyptiennes, l'Amb. Mona Omar a loué le potentiel de transformation que recèle le projet. «Permettez-moi de souligner que le projet a le potentiel de transformer le rôle des femmes entrepreneurs en Égypte et en Afrique», a déclaré l'Amb. Omar.

«Nous sommes tous d'accord sur le fait

que les femmes jouent un rôle crucial dans le développement économique et social de nos économies, malgré les nombreux défis qu'elles rencontrent», a-t-elle ajouté. Elle a expliqué que la plateforme numérique 50 Millions de femmes africaines ont la parole sera un moyen efficace pour surmonter ces défis.

Des études ont montré que l'Afrique compte une communauté de jeunes entreprises créées par des femmes entrepreneurs dynamiques qui cible de nouvelles opportunités dans des secteurs tels que l'agriculture. Une étude a prouvé que les femmes égyptiennes représentent au moins 10% de toutes les micro et petites entreprises du pays. En outre, les Perspectives économiques en Afrique 2017 ont également révélé que les femmes africaines sont deux fois plus susceptibles de créer une entreprise que les femmes ailleurs dans le monde.

La Directrice de la Division Genre et Affaires sociales du COMESA, Mme Beatrice Hamusonde, qui conduisait la délégation du COMESA lors du lancement du projet 50MFAP, a expliqué que le développement de la plateforme numérique était maintenant terminé.

La prochaine étape consistera à la mettre à jour et à l'alimenter avec un contenu qui soit au bénéfice des femmes entrepreneurs dans les pays où elle sera opérationnelle.

«Les femmes entrepreneurs en Égypte et dans la région utiliseront cette plateforme pour accéder à des informations et à des

liens vers des services aux entreprises ainsi qu'aux offres de formation et aux opportunités de marché», a déclaré Mme Hamusonde.

«La plateforme formera une communauté de femmes entrepreneurs existantes et potentielles qui agiront en tant que pairs, mentors et conseillères des unes pour les autres. Cette démarche permettra aux femmes de partager les leçons apprises, les exemples de réussites et de faire des affaires en ligne avec leurs homologues d'Afrique et d'ailleurs. »

Au cours d'une brève visite de courtoisie, qui a précédé le lancement officiel, le Ministre égyptien du Commerce et de l'Industrie, M. Amr Nassar, a réaffirmé l'engagement de son pays envers le projet. «Je suis, a-t-il déclaré, un fervent partisan de l'utilisation des plateformes numériques pour autonomiser les femmes.»

Une fois terminée, la plateforme servira à connecter au moins 50 millions de femmes sur le continent africain. Elle va ainsi leur fournir des informations requises pour les aider à développer leurs activités et leur offrir la possibilité de se connecter via une variété de fonctionnalités de réseautage.

Le lancement de l'exécution du projet en Égypte est la deuxième activité de ce type dans les États membres du COMESA cette année. Un lancement similaire a eu lieu en Érythrée à la fin du mois de juin. Des lancements similaires sont en préparation pour la Libye et la Tunisie.



Foire commerciale internationale 2019 d'Eswatini

internationales et locales pour présenter leurs produits et services dans un espace de 10 jours. Parmi les exposants figureront différents secteurs : prestataires de services, institutions financières, tourisme, producteurs manufacturiers, technologies, éducation, énergies renouvelables, agroalimentaire, services publics, etc.

expositions comme voies de contact et de dialogue direct avec ses parties prenantes. Cette approche vise à sensibiliser le public et les parties prenantes aux programmes d'intégration régionale et à les encourager à tirer parti des possibilités offertes par le COMESA.

Le Secrétariat du COMESA participera à la 51e Foire commerciale internationale d'Eswatini qui se tiendra du 30 août au 9 septembre 2019 au Centre des expositions et du commerce de Mavuso. Le thème de cette année est «Eswatini est ouvert aux affaires!».

Cette année, l'EITF sera plus diversifiée, car la foire invite même les jeunes entrepreneurs en démarrage et qui aspirent à développer leur entreprise à venir présenter leurs produits et services.

Le COMESA profitera donc de cette occasion pour présenter certains des services que l'organisation fournit aux États membres. Un stand d'information a été monté au Hall 1 Stand C20, où divers produits d'information sur les programmes et projets du COMESA seront à la disposition des visiteurs pour leur permettre de mieux comprendre le fonctionnement de l'organisation.

La Foire commerciale internationale d'Eswatini (EITF) est l'événement commercial majeur du royaume qui attire les entreprises

Dans sa Politique et Stratégie de communication institutionnelle, le COMESA a identifié les foires commerciales et les

Mise en place du Comité du Laissez-passer vert aux postes-frontières



Commerce de poisson au port de Luangwa en Zambie, à la frontière avec le Zimbabwe et le Mozambique

Les activités de mise en service du Laissez-passer vert et des mini-laboratoires ont débuté aux frontières de Luangwa, Mwami/Mchinji et Kasumbalesa aux frontières Zambie-Malawi et Zambie-RDC.

Le programme de Laissez-passer vert du COMESA a été lancé en décembre 2018 lors d'un atelier de formation régional sur les normes et les méthodes de traitement du poisson et de la pêche.

Il y a deux semaines, une mission de suivi aux mêmes frontières a réuni les parties prenantes de la chaîne de valeur des pêcheries de la RDC, du Malawi, du Mozambique, de la Zambie et du Zimbabwe.

Le Laissez-passer vert est conçu pour faciliter et accélérer les procédures des petits commerçants transfrontières par la réduction des principaux coûts de transaction et l'élimination des perturbations. Le document fonctionnera dans le cadre du Régime commercial simplifié (Récos).

Depuis lors, le COMESA a mis en place au poste-frontière de Luangwa un Comité

du Laissez-passer vert qui regroupe les responsables du service de la pêche, les marchands de poisson, l'Office zambien des recettes (ZRA), le Conseil du District de Luangwa, le Ministère de la Santé et l'Immigration. Le Comité sera coordonné par le chef du Département de la pêche du District.

Luangwa a été choisi comme frontière pilote car elle se trouve à l'intersection de trois pays de la région de l'Afrique australe - la Zambie, le Mozambique et le Zimbabwe. Elle sert de voie de transit pour le commerce du poisson en RDC, en Zambie, au Malawi, au Mozambique et en Angola via les postes-frontières ciblées (Kasumbalesa entre la Zambie et la RDC, Mwami/Mchinji entre la Zambie et le Malawi et Nakonde/Tunduma entre la Zambie et la Tanzanie).

Le Comité du Laissez-passer vert aura notamment pour fonctions de veiller à ce que les tests des produits alimentaires/poissons soient effectués à la source, avec uniquement des procédures de vérification effectuées aux frontières. Cela facilitera le travail et raccourcira les formalités.

Le Comité veillera également à ce que les associations des commerçants de poisson appliquent l'autorégulation en mettant en place des règles et normes internes ainsi que des sanctions pour ceux qui ne se conforment pas aux exigences.

Pendant la mission, le COMESA a organisé une réunion des parties prenantes du secteur de la pêche avec les représentants des Conseils de district, du Département des pêches, de la santé du district, des marchands de poisson, de la ZRA, du responsable du Bureau d'information commerciale (BIC) et de la police.

Les commerçants ont demandé la mise en place d'infrastructures telles que des marchés modernes, des installations de traitement du poisson, des balances et une plate-forme pour quantifier les données statistiques sur les poissons.

Les experts du COMESA en questions sanitaires et phytosanitaires, en l'occurrence Mme Martha Byanyima, M. Mukayi Musaruwa et Mme Regina Kayitesi ont dirigé les activités du Laissez-passer.